

Institut français des relations internationales

ifri

ramses

2019

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

Chine : une puissance pour le XXI^e siècle

S'affirmer comme référence



vidéo

<https://bit.ly/2M7uux4>

La Chine a déjà émergé comme puissance économique majeure, mais elle entend s'installer sur tous les créneaux de la puissance. Elle développe une stratégie cohérente et intégrée visant à s'affirmer pour son centième anniversaire comme une puissance de référence : économique, militaire, diplomatique, politique et idéologique. Elle entend proposer un véritable modèle de développement et de gouvernance nationale, et une restructuration de la gouvernance mondiale.

L'émergence d'une puissance est un phénomène relativement rare, et ne peut être observé que sur le temps long. Après l'émergence des puissances britannique puis américaine aux siècles précédents, le XXI^e siècle pourrait être celui de la puissance chinoise.

Le développement économique continu du pays depuis le lancement de l'ère de réforme et d'ouverture de Deng Xiaoping en 1978 a contribué à son émergence progressive en tant que puissance. Surtout, c'est la bonne résistance de la Chine à la crise économique de 2008-2009 qui l'a positionnée comme deuxième puissance économique mondiale, et a modifié les rapports de force en Asie-Pacifique et dans le monde. Mais si l'avènement d'une puissance internationale est le résultat naturel de son émergence économique, le processus peut être accompagné d'une ambition politique plus ou moins forte. Dans le cas de la Chine, le gouvernement a mis en place une stratégie particulièrement ambitieuse et planifiée, visant à consolider le statut de puissance du pays d'ici 2050. C'est peut-être cela qui distingue aujourd'hui la Chine, outre ses performances économiques, d'autres pays émergents : la détermination inébranlable du Parti communiste chinois (PCC) à promouvoir le « grand renouveau de la nation chinoise ».

Une volonté de puissance à 360°

Sous la présidence de Hu Jintao (2002-2012), mais surtout depuis l'arrivée de son successeur Xi Jinping au pouvoir, le gouvernement chinois multiplie les initiatives pour consolider le statut de puissance de la Chine dans un nombre croissant de domaines.

Dans le domaine économique et financier tout d'abord, la Chine s'efforce de monter en gamme, et de passer d'un modèle de croissance fondé sur les exportations et l'investissement à une croissance appuyée sur la consommation intérieure, sur l'innovation et sur un meilleur usage des ressources financières internes,

ainsi que le souligne Françoise Nicolas (cf. « La puissance économique et financière chinoise », p. 100-105). Dans le domaine militaire, la Chine modernise ses capacités, restructure son armée, et arbore désormais toutes les caractéristiques d'une puissance militaire de niveau régional, comme l'indique Valérie Niquet (cf. « La puissance militaire de la Chine », p. 112-117). Cette modernisation est poussée parallèlement par la volonté de devenir une puissance technologique, objectif soutenu par des investissements massifs dans la recherche et le développement et l'encouragement à l'intégration civilo-militaire – comme l'explique Julien Nocetti, qui revient notamment sur la course technologique dans le vaste secteur de l'intelligence artificielle (cf. « La Chine, superpuissance numérique ? », p. 124-129). La Chine encourage également les investissements massifs dans le secteur énergétique, avec la volonté de devenir une puissance verte, figure de proue des énergies alternatives, comme le souligne Thibaud Voïta (cf. « La puissance énergétique chinoise », p. 118-123). Toutes ces orientations sont défendues plus activement par la diplomatie chinoise, alors que le pays consolide son statut de puissance diplomatique, en renforçant son réseau de représentations à l'étranger, et en créant de nouvelles institutions, *think tanks*, forums et autres mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale dédiés à la promotion de ses intérêts à l'étranger (cf. « Chine : une puissance diplomatique », p. 106-111).

La Chine souhaite également acquérir le statut de puissance dans d'autres domaines, notamment le statut de puissance spatiale – alors que Pékin mène de front programmes d'exploration lunaire et martienne, vols habités, lancement de satellites à vocation scientifique, commerciale ou militaire, et encourage le développement de l'industrie spatiale publique, mais aussi et de plus en plus d'une industrie spatiale privée.

L'approche des autorités chinoises pour consolider le statut de puissance du pays dans chacun de ces domaines est relativement similaire et peut se résumer en quatre axes :

- Les autorités chinoises allouent un budget dédié et en forte augmentation à chacun de ces domaines. Ainsi, si l'attention est souvent attirée par l'augmentation du budget de défense chinois (+ 8,1 % en 2018, par rapport à 2017), celle du budget de la politique étrangère est encore plus rapide (+ 15 % en 2018, par rapport à 2017).
- Les autorités chinoises ont établi un calendrier de la consolidation de la puissance assez précis et de long terme, avec pour chacun des domaines des objectifs d'étapes (2035) et des objectifs définitifs pour 2050, année du centenaire de la République populaire de Chine (RPC), date à laquelle la Chine doit s'imposer comme leader dans les domaines concernés.
- Cette planification est souvent établie avec, en ligne de mire, les États-Unis. Non seulement la Chine doit rattraper les États-Unis, mais elle doit parvenir à les dépasser dans tous ces domaines d'ici 2050.
- Pour ce faire, Pékin investit dans une approche de rattrapage asymétrique. Consciente qu'elle ne pourra pas combler son retard dans tous les secteurs, elle investit en priorité dans les secteurs d'avenir, où le jeu demeure ouvert. Ainsi la Chine a-t-elle réussi en peu de temps à se convertir en leader dans certains

secteurs émergents : intelligence artificielle et *big data*, nouvelles technologies de télécommunication (5G, réseaux mobiles, etc.), et certaines technologies militaires telles que les drones, entre autres.

Un fort désir de reconnaissance

Si la stratégie de consolidation de puissance chinoise apparaît pragmatique et méthodiquement planifiée, des motivations plus émotionnelles l'animent, et au premier chef un fort désir de reconnaissance. Plus que jamais, la diplomatie chinoise est en quête de reconnaissance internationale, alors que les dirigeants chinois considèrent que leur pays a trop longtemps été humilié par les « Occidentaux » (les références à la notion d'humiliation et aux guerres de l'opium sont particulièrement fréquentes sous Xi Jinping), et qu'il est temps qu'il soit enfin reconnu comme puissance par le monde, et d'abord par les puissances installées responsables de cette humiliation.

Les marqueurs de puissance

Dans ce contexte, le poids des symboles est particulièrement fort. Pour la diplomatie chinoise, le protocole doit plus que jamais indiquer le statut de puissance de la Chine. Ainsi, la mise en scène des visites officielles, mais aussi la disponibilité des dirigeants, sont modulées en fonction de ce nouveau statut de puissance, et selon le niveau de puissance de l'interlocuteur étranger.

Outre les ajustements protocolaires, le désir de reconnaissance de la Chine se matérialise aussi par une forte attention portée aux classements internationaux – des médailles olympiques aux universités. La Chine souhaite non seulement améliorer sa position dans les classements existants, mais aussi créer de nouveaux classements où elle espère figurer parmi les premiers. Outre le classement des universités (connu comme « classement de Shanghai), les autorités chinoises ont soutenu la création d'une multitude de classements nationaux et internationaux (ou *index rankings*) ces dernières années : classements de *think tanks* (2015), du « développement vert » (2017), sur la responsabilité sociale des entreprises (2018), sur l'innovation maritime (plusieurs index créés en 2014), entre de nombreux autres.

De manière générale, la Chine investit de plus en plus dans ce que l'on pourrait appeler les « marqueurs de puissance » : classements, rapports, bases de données de référence et autres indicateurs internationaux. La Chine investit par exemple dans les agences de notation : elle a créé sa propre agence de notation financière, Dagong, dès 1994, dans le but de casser le monopole des grandes agences occidentales. Elle investit aussi dans les rapports internationaux : ces cinq dernières années, la Chine a publié un nombre croissant de rapports internationaux alternatifs, certains en réponse directe à des rapports publiés par les autorités américaines ou européennes. Ainsi, en avril 2018, les autorités chinoises (Bureau d'information du Conseil d'État) ont publié un rapport très critique sur les droits de l'homme aux États-Unis¹, en réponse directe à la publication américaine, quelques jours plus tôt, du *Country Reports on Human Rights Practices for 2017*.

1. Agence de presse officielle Chine nouvelle (Xinhua), 24 avril 2018. Titre du rapport : *Human Rights Record of the United States in 2017*.

Les ripostes « œil pour œil, dent pour dent » ne sont pas nouvelles, mais sont devenues plus fréquentes ces cinq dernières années, sur fond de rivalité renforcée entre la Chine et les États-Unis. De fait, à Pékin, la rhétorique anti-américaine, et plus généralement anti-occidentale, est plus visible et virulente depuis 2013, et particulièrement ces six derniers mois, depuis le XIX^e Congrès du PCC en octobre 2017.

Faire référence

La Chine n'investit pas seulement dans ces marqueurs de puissance pour contrecarrer des marqueurs occidentaux qu'elle considère comme étant en sa défaveur et illégitimes. Les indicateurs chinois n'ont pas vocation à rester des alternatives, mais à devenir des références pour le monde – c'est en tout cas l'ambition clairement affichée par la diplomatie chinoise.

Cette ambition est également visible au niveau lexical. De plus en plus, la Chine ambitionne de promouvoir dans les enceintes multilatérales ses propres définitions des droits de l'homme, de l'état de droit, du multilatéralisme, de l'internet, de l'art, ou encore de la culture, pour contrecarrer le discours des démocraties. Alors que l'écart lexical se réduit et que la diplomatie chinoise harmonise ses communications internationales en y intégrant des mots communément employés par les puissances occidentales –, l'« écart de définition² » se creuse, et la confusion s'étend lors de nombreuses rencontres bilatérales et multilatérales.

Au cours de l'histoire, les pays qui en ont eu les moyens – c'est-à-dire arrivés au statut de puissance – ont cherché à diffuser leur vision du monde et leurs façons de faire. La Chine ne fait pas exception. Au moins sept évolutions, ces cinq dernières années, indiquent que Pékin cherche aujourd'hui à se positionner comme référence dans le monde :

- Tout d'abord, l'émergence d'un discours internationaliste. De plus en plus, Xi Jinping fait référence aux « biens de l'humanité », au « bien commun », au « développement de tous les pays », et plus généralement au rôle que doit jouer la Chine pour le bien du monde dans son ensemble.
- Dans le cadre de ce discours internationaliste, la Chine se positionne comme exemple, en termes de modèle de développement économique et de gouvernance. Comme le soulignait le conseiller d'État Yang Jiechi en juillet 2017 : « Nous devons renforcer la confiance que nous avons envers le chemin, les théories, le système et la culture du socialisme à caractéristiques chinoises, et partager notre expérience de gouvernance avec d'autres pays³. » Depuis l'arrivée de Xi Jinping à la présidence en 2013, la Chine cherche de plus en plus à promouvoir une « solution chinoise » pour le monde et à s'imposer comme puissance idéologique, ainsi que le souligne Claude Meyer (cf. « *Le soft power chinois* », p. 136-141).

2. À ce sujet, voir A. Ekman, « China and the "Definition Gap": Shaping Global Governance in Words », The Asian Forum, novembre 2017.

3. Version officielle en anglais : « Study and Implement General Secretary Xi Jinping's Thought on Diplomacy in a Deep-Going Way and Keep Writing New Chapters of Major-Country Diplomacy with Distinctive Chinese Features », Yang Jiechi, 17 juillet 2017.

- Elle se dote pour cela d'outils de communication et d'influence en vue de s'imposer comme une puissance linguistique, culturelle mais aussi conceptuelle et intellectuelle. Elle espère promouvoir dans le débat international des références différentes de celles promues par les États-Unis ou l'Union européenne. Ainsi, Pékin s'efforce d'internationaliser certains de ses concepts et expressions officielles – le PCC accordant traditionnellement une grande importance aux concepts dans son fonctionnement.
- Au-delà des concepts, la Chine ambitionne de devenir une puissance normative. Comme l'explique John Seaman, la Chine a mis sur pied une stratégie de création de nouveaux standards et normes techniques dans des secteurs très divers, en espérant qu'ils s'imposeront progressivement comme normes de référence pour le monde (cf. « Normes et standards chinois, nouveau facteur de puissance ? », p. 130-135).
- La création de ces nouveaux standards et normes est envisagée dans le cadre plus large de l'avènement d'une nouvelle forme de mondialisation façonnée par la Chine, basée sur des nouvelles routes commerciales (grâce au projet dit des Nouvelles routes de la soie) et développée grâce à l'investissement massif dans des infrastructures de gestion des flux (marchandises, énergie, données/télécommunications, touristes, etc.). La Chine cherche aujourd'hui à rattraper son retard dans les réseaux d'infrastructure existants (réseaux ferroviaires, portuaires, énergétiques, de câbles sous-marins, etc.), en espérant limiter sa dépendance vis-à-vis des réseaux d'infrastructures gérés par des entreprises et pays étrangers, et dupliquer à terme ces réseaux par les siens, pour son propre usage mais aussi celui d'autres pays.
- À cette volonté de puissance normative s'ajoute une volonté de puissance structurelle : il s'agit de renforcer la capacité de la Chine à déterminer les règles de l'économie et de la politique internationales. Ainsi Pékin investit massivement dans la restructuration de la gouvernance mondiale, à la fois en s'intégrant dans les institutions existantes et en en créant de nouvelles. L'objectif, à terme, est de mieux contrôler, ou de créer, des structures affectant le comportement d'autres acteurs internationaux, et *in fine* de pouvoir mieux maîtriser et ajuster les règles du jeu internationales héritées de Bretton Woods. De fait, la Chine peut être considérée comme le pays qui dispose aujourd'hui de la stratégie de gouvernance mondiale la plus ambitieuse et exhaustive – avec des objectifs fixés pour chacune des formes de gouvernance (économique, climatique, cyber, de sécurité, etc.).
- Dans ce contexte, Xi Jinping promet aussi une approche relationnelle de la notion de puissance. Il a notamment appelé sa diplomatie à développer un « cercle d'amis » en Asie et dans le monde. Il s'agit de placer le pays au centre des interactions internationales avec un réseau de pays partenaires le plus large possible.

La Chine parviendra-t-elle vraiment à faire référence ?

Puissance normative, structurelle, relationnelle... La détermination du pouvoir chinois à se positionner, et à être reconnu, en tant que puissance n'a jamais été aussi forte depuis la création de la RPC en 1949. Pékin a mis en place pour cela une stratégie réfléchie, avec des objectifs précis et un calendrier détaillé qui

s'étend jusqu'à 2050. Mais en suivant ce calendrier de consolidation de la puissance, la Chine parviendra-t-elle réellement à faire référence pour le monde au XXI^e siècle, comme les États-Unis y sont en grande partie parvenus au cours du siècle précédent ?

Le PCC considère que le contexte lui est favorable. Il approche la décennie à venir avec un certain optimisme, et n'hésite pas à souligner, par contraste, le mauvais état du monde occidental et de leurs populations.

Sous Xi Jinping, la détermination du gouvernement chinois à consolider le statut de puissance du pays est tel que seuls un changement de leadership (peu probable suite à l'amendement de la Constitution mettant fin à la limite de durée du mandat présidentiel) ou un très fort ralentissement de la croissance (beaucoup plus fort que celui observé actuellement) pourraient remettre en cause le calendrier et les objectifs de consolidation de la puissance.

Mais au moment où le contrôle politique se durcit – particulièrement depuis le XIX^e Congrès du Parti d'octobre 2017 –, la rigidité de la mise en application des directives centrales à l'international pourrait rendre plus difficile l'acceptation de la Chine comme référence. Déjà, la méthode employée par le PCC pour promouvoir certains de ses concepts, projets ou idées commence à être perçue comme trop dirigiste, mécanique ou répétitive, et à susciter quelques réticences en Europe de l'Ouest. C'est toutefois moins le cas pour certains pays d'Europe centrale et orientale, qui voient dans la Chine un moyen d'équilibre – économique voire politique – face à l'Union européenne.

Une chose est certaine : l'émergence de la Chine comme puissance ouvre une période de compétition particulièrement rude entre Pékin et Washington, et implique déjà l'Europe, divisée face à la Chine. Cette compétition est à la fois technologique, institutionnelle et idéologique. Elle oppose deux systèmes politiques très différents, et des visions diamétralement opposées du rôle de l'État dans l'économie, la société et le quotidien des individus. Elle place au cœur du débat international une nouvelle série de questions fondamentales pour l'avenir des relations internationales et des interactions sociales : de l'usage des nouvelles technologies à la structuration de la gouvernance mondiale.

A. E.

Pour en savoir plus

- F. Argounès, *Théories de la puissance*, Paris, CNRS Éditions, 2018.
- R. Aron, « *Match, Power, Puissance : prose démocratique ou poésie démoniaque ?* », *European Journal of Sociology*, vol. 5, n° 1, juin 1964.
- A. Ekman (dir.), *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, février 2018.